

La énième promesse d'un ministre de l'Habitat ?

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4819 - Lundi 1^{er} juillet 2019 - Prix : 10 DA



Tribunal de Bir Mourad Raïs
**Le moudjahid
Lakhdar
Bouregaa sous
mandat de dépôt**

Page 2

Occupant des habitations précaires à Rahmania

180 familles relogées à Ouled Fayet

Page 3

● Fin de la prolongation du délai de livraison

Le chantier du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou à l'arrêt total

Page 24

● Relation formation-emploi
Marché de l'emploi, systèmes de formation : une réalité complexe en quête d'ajustements

Page 2

La crise qui pénalise à chaque fois les citoyens

Encore une grève surprise des cheminots



PH/D. R.

La grève surprise des travailleurs de la Société nationale des transports ferroviaires, observée hier à la gare de l'Agha, a pénalisé les usagers. En effet, surpris et en colère, les citoyens ont dû rebrousser chemin ou se rabattre sur d'autres moyens de locomotion. Lire page 2

Reconnaissance aérienne

Des drones fabriqués en Algérie exécutent des vols diurnes et nocturnes

Page 4

Opéra d'Alger

La musique targuie à l'honneur

Page 13

La crise qui pénalise à chaque fois les citoyens

Encore une grève surprise des travailleurs de la SNTF

■ La grève surprise des travailleurs de la Société nationale des transports ferroviaires, observée hier à la gare de l'Agha, a pénalisé les usagers. En effet, surpris et en colère, les citoyens ont dû rebrousser chemin ou se rabattre sur d'autres moyens de locomotion.

Par Thinhinene Khouchi

«**C'**est toujours la même chose avec eux, on ne nous prévient même pas. Ça devient du n'importe quoi», indiquera un citoyen rencontré hier matin à la gare d'Agha. Ce dernier était accompagné de sa femme et ses deux enfants et voulait se rendre à Oran. Malheureusement, ce père de famille a annulé son voyage à cause de cette grève surprise, à l'image de plusieurs autres usagers. Les personnes rencontrées à la gare ont expri-

Tribunal
de Bir Mourad Raïs
**Le moudjahid
Lakhdar Bouregaa
sous mandat
de dépôt**



LE JUGE d'instruction près le tribunal de Bir Mourad Raïs a décidé hier de placer le moudjahid Lakhdar Bouregaa sous mandat de dépôt. Agé de 86 ans, il est accusé d'outrage à corps constitué et de tentative d'atteinte au moral des troupes de l'ANP. Le communiqué du parquet publié hier mentionne ce qui suit : «Le parquet général près le tribunal de Bir Mourad Raïs, suite à l'enquête préliminaire effectuée par l'autorité judiciaire relevant du service territorial d'instruction judiciaire de la ville d'Alger, concernant des faits à caractère pénal reprochés au dénommé Lakhdar Bouregaa, présenté aujourd'hui 30 juin devant le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Raïs, qui après avoir entendu le prévenu, a transféré le dossier de procédure au juge d'instruction (du même tribunal) pour répondre des chefs d'accusation retenus contre lui, à savoir : participation, en temps de paix, à une entreprise de démolition de l'armée ayant pour objet de nuire à la défense nationale et à un corps constitué. Les faits mentionnés sont passibles de sanctions citées dans les articles 75, 144 bis et 146 du code pénal». Lakhdar Bouregaa a été arrêté avant-hier, samedi 29 juin, en fin d'après-midi.

R. N.



P.M.D. R.

mé leur mécontentement mais surtout leur ras-le-bol de cette situation qui dure depuis très longtemps. En effet, depuis des années, exigeant la satisfaction de leurs revendications, les travailleurs de la SNTF décident à l'improviste d'entrer en grève sans même prévenir les citoyens. Les usagers dénoncent cette pratique illégale. «Ils doivent au moins nous prévenir, on a des engagements à tenir, ils sont libres de faire leur grève mais il faut nous laisser une note indiquant que tel jour il y aura grève», nous confie une mère

de famille. «Je suis obligée de prendre un taxi pour retourner chez moi. J'espère qu'ils vont reprendre demain sinon je serais obligée d'annuler mon voyage à Constantine». Mehdi, étudiant à la fac centrale et demeurant à Blida, nous explique qu'il a été surpris, hier matin, de trouver une grève surprise à la gare de Blida. Il dit avoir dû prendre le bus pour ne pas rater son cours à l'université. «Ils auraient dû nous prévenir hier ou même quelques jours à l'avance, au moins on aurait pu prendre nos précautions», nous confie ce

jeune étudiant, ajoutant : «Déjà qu'ils sont souvent en retard, là avec la grève c'est vraiment trop». A noter que le trafic ferroviaire entre Alger et Blida et entre Alger et Boumerdès et sa banlieue a été fortement perturbé. Des trains devant rallier la capitale à partir de ces deux villes n'ont pas circulé. De son côté, la Société nationale des transports ferroviaires a partagé une note sur sa page Facebook indiquant que «les responsables de la direction de la SNTF sont en cours de négociation avec les employés grévistes, notam-

ment les conducteurs de train pour les convaincre à geler leur mouvement de grève et reprendre le travail». Selon la même source, «le mouvement de grève qui a bloqué le trafic ferroviaire vers et depuis Alger se poursuivra jusqu'à 10h». La grève s'est poursuivie toute la journée, avons-nous constaté. Des centaines de voyageurs se sont plaints de cette situation et ont dû rebrousser chemin et annuler leurs voyages, d'autres ont plutôt choisi d'autres moyens de transport.

T. K.

Relation formation-emploi

Marché de l'emploi, systèmes de formation : une réalité complexe en quête d'ajustements

S'il revient constamment à l'Etat de définir une politique d'éducation et de formation en adéquation avec les attentes du marché de l'emploi, il n'en est pas moins vrai que souvent les familles, soucieuses de trouver à leur progéniture un emploi à la hauteur de leurs espérances, sont à l'avant-garde de la réalité qui détermine la relation formation-emploi, s'ouvrant très souvent sur les formations privées quand celles-ci proposent des cursus pour des formations à de nouveaux métiers demandés par les marchés, que le secteur de la formation publique n'a pas encore intégrés.

En quelques années, des centaines d'écoles ont vu le jour, qui proposent des cursus homologués, longs ou courts, qui forment à des métiers du commerce, de la communication, du marketing, des assurances, des douanes, du tourisme, de l'hôtellerie, de la gastronomie et, plus trivialement, de la cuisine et du fast-food. Le fait qu'elles continuent d'enregistrer une demande très importante de la part des familles, dont les enfants sont,

soit orientés directement vers ces formations, soit sont des échoués du système universitaire classique, est la preuve que ces écoles arrivent à répondre à une véritable demande des marchés de l'emploi, et c'est d'ailleurs d'avoir observé ces marchés de l'emploi que ces opérateurs privés de la formation ont jugé judicieux d'investir dans ce créneau.

Mais au-delà des formations, de leur qualité, de leur adaptabilité aux réalités du marché de l'emploi, les sociétés modernes font face à la problématique structurelle du chômage et, à moins d'une politique publique de veille sur la relation formations/emploi, on ne pourrait que très peu comprendre les interactions complexes qui fondent les chiffres du chômage. L'Algérie, bien après l'Egypte, la Tunisie et le Maroc, a commencé à surproduire des diplômés universitaires qui ne trouvent pas de débouchés sur le marché de l'emploi, y compris dans le secteur public reconnu pourtant pour sa souplesse et sa perméabilité aux formations généralistes de l'univer-

sité. Bien avant cette réalité de la saturation du marché de l'emploi, une autre plus ancienne concernait les grandes formations universitaires de post-graduation qui finissaient souvent par mener leurs diplômés vers une résolution : l'expatriation afin de trouver un emploi en adéquation avec la formation hautement technique.

Les petits métiers, eux, continuent d'être en Algérie les parents pauvres d'une politique de formation qui n'a pas encore adapté ses cursus et ses instruments aux évolutions technologiques et techniques et qui continue de structurer ses cursus selon le critère du genre, alors que le pays a des femmes qui pilotent des avions, conduisent des camions, lavent des voitures et accrochent des grades de générale à leurs uniformes. Malgré cela, la demande sociale qui s'exprime vis-à-vis des métiers classiques de la formation professionnelle reste importante et même supérieure à l'offre.

Face à cette réalité complexe de la formation et de sa fortune

sur le marché de l'emploi, l'enjeu de l'information apparaît comme très important, qui concerne et interpelle tout le monde : les familles qui voudraient faire des choix à l'amont, les entreprises qui subissent des changements technologiques et parfois aussi l'obsolescence de leurs savoir-faire, les universités, les écoles et les instituts de formation.

L'Etat algérien qui, au temps du plein emploi, avait une stratégie planifiée de la formation qui ne concernait que le seul enjeu de la modernisation et du développement, doit aujourd'hui inscrire dans ses priorités un système de veille et d'information qui prenne en compte le phénomène du chômage comme la résultante structurelle d'une réalité socio-économique contraignante qu'il convient d'analyser, d'actualiser et d'adapter tout en essayant d'optimiser au maximum la gestion des systèmes de formation professionnelle dans la lutte contre le chômage et la non-employabilité. La cohésion et la stabilité sociales sont à ce prix.

Filihi H. Imène

Le dossier AADL1 définitivement clos «d'ici fin septembre»

La énième promesse d'un ministre de l'Habitat ?

■ Depuis son lancement, la formule AADL 1 a connu énormément de retard. Oscillant entre espoir et désespoir, les milliers de familles souffrant de ne pas posséder un toit, ne cessent de manifester leur mécontentement quant à la livraison de leurs logements attendus depuis des années.

Par Meriem Benchaouia

Le ministre de l'Habitat, Kamel Beldjoud, a affirmé que l'Etat travaillait d'arrache-pied pour clore le dossier «AADL1» fin septembre prochain, notamment au niveau d'Alger. Bonne nouvelle ou une énième promesse qui ne sera pas tenue ? Effectivement, les ministres qui se succèdent à la tête du ministère de l'Habitat ne cessent d'annoncer la clôture de ce dossier. Ils avancent des délais qui n'ont jamais été respectés. Une fois le délai dépassé, une autre date vient rempla-



Ph.D.R.

cer la précédente. Par ailleurs, un total de 6 596 unités de logements «AADL 1» et 406 autres logements promotionnels publics (LPP) ont été attribués à Alger. Présidée par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la distribution de 66 000 logements à l'occasion du double anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse coïncidant avec le 5 juillet de chaque année, a vu la présence du ministre de l'Energie, Mohamed Arkab et du

ministre des Ressources en eau, Ali Hammam. S'agissant des wilayas concernées par la distribution des logements «AADL1», le ministre a fait état de six wilayas qui verront la distribution des logements dans les délais fixés. «Les programmes de logement tracés par l'Etat se poursuivront à un rythme régulier jusqu'au relogement de toutes les familles», a-t-il rassuré. Dans le même contexte, M. Beldjoud a appelé les citoyens ayant reçu les clés de leur logement à les occuper dans les plus brefs délais, déplorant le fait que plu-

sieurs logements attribués restaient inhabités, et ce, en dépit des pressions exercées par les souscripteurs en vue d'y accéder. Quant à l'alimentation de ces cités en électricité, en gaz et en eau, le ministre a mis en avant la disponibilité de toutes ces exigences au niveau des sites réceptionnés, remerciant par là même les ministres de l'Energie et des Ressources en eau pour leur assistance. Evoquant la qualité de certains logements, M. Beldjoud a dit qu'«il ne faut pas généraliser certains cas isolés», rappelant que des commis-

sions avaient été dépêchées au niveau de toutes les wilayas pour enquêter sur tous les dossiers de fraude, outre l'attribution des prérogatives de suivi des projets AADL à l'organisme national de contrôle technique de la construction. En vue de calmer les esprits des souscripteurs revendicateurs de leurs logements, le ministre a affirmé que les projets étaient sur la bonne voie, exhortant «les citoyens à faire preuve de patience pour la réception de leurs logements, dont la réalisation exige la mobilisation de moyens matériels et financiers conséquents et un suivi régulier». «Il s'agit de 560 000 logements pour autant de souscripteurs AADL, ayez confiance en l'Etat», a-t-il précisé. Par ailleurs, le ministre a abordé la question des délais de réception des projets de logements promotionnels publics (LPP), faisant savoir que son département «n'est confronté à aucun obstacle avec cette formule». Concernant le taux d'avancement des travaux et la date d'inauguration de la Grande mosquée d'Alger, M. Beldjoud a assuré que «cet édifice religieux est fin prêt et tous les travaux sont achevés, de plus amples informations seront communiquées ultérieurement».

M. B.

Occupant des habitations précaires à Rahmania 180 familles relogées à Ouled Fayet

Cent quatre-vingt familles occupant des habitations précaires dans la commune de Rahmania (circonscription administrative de Zéralda) ont été relogées, hier, à la cité des 2400 logements, commune de Ouled Fayet (ouest d'Alger).

L'opération de relogement qui a débuté tôt dans la journée de dimanche a concerné 180 familles occupant le bidonville «Naaman Lamri», dans de nouveaux logements à Ouled Fayet, s'est déroulée dans «le calme», ajoutant qu'elle intervient à la fin de la période des examens, tous cycles confondus.

Cette opération de relogement, qui coïncide avec la célébration du 57^e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, a permis de récupérer une assiette foncière importante de 3 hectares qui servira pour le parachèvement du projet à l'arrêt, au niveau du tronçon de l'au-

toroute Douéra-RN 67, dans le

but de fluidifier le trafic routier à destination de la nouvelle ville de Sidi Abdallah, a-t-il fait savoir, précisant que le bidonville, situé sur l'assiette consacrée au projet de l'autoroute, entravait le parachèvement d'une partie de ce projet vital.

Le fichier national du logement a permis, après examen des dossiers des résidents de ce quartier, de déceler 6 cas ayant déjà bénéficié de logements auparavant au titre des différents programmes et formules engagés par l'Etat pour l'éradication de l'habitat précaire, a souligné le même responsable, ajoutant que 5 autres familles ont été écartées, après que les enquêtes menées par les commissions de wilaya et celles relevant de la circonscription administrative de

Zéralda aient démontré qu'elles s'étaient installées récemment au niveau du bidonville et que leurs noms ne figuraient pas sur les anciennes listes. Cependant, a-t-il poursuivi, les familles exclues peuvent introduire des recours auprès de la commission de wilaya ad hoc pour y statuer.

Le responsable a fait savoir que la circonscription administrative de Zéralda avait recensé un nombre d'habitations précaires qui seront programmées graduellement dans le cadre de l'opération de relogement lancée par les services de la wilaya d'Alger en vue de lutter contre ce type d'habitat.

A cet effet, près de 105 bidonvilles ont été recensés au niveau de cette circonscription, dont 51 ont été pris en charge jusqu'à

présent, soit l'élimination de 6 670 habitations précaires (près de 40% des cas pris en charge).

2 068 familles résidant dans les différentes communes de Zéralda ont bénéficié de nouveaux logements depuis le début de l'opération de relogement.

Les établissements éducatifs relevant des différentes communes de la circonscription administrative de Zéralda ne souffriront plus de la surcharge des classes à la prochaine rentrée scolaire (2019-2020), en raison de la réception de plusieurs nouvelles structures et complexes scolaires.

A cet égard, le wali délégué de la circonscription administrative de Zéralda a indiqué que la wilaya avait consacré à cette opération d'importants équipements et moyens matériels et humains relevant d'instances et d'entreprises publiques pour la prise en charge des familles concernées et la démolition des habitations précaires pour ne pas être squattées de nouveau.

Lors d'une séance de travail consacrée au secteur de l'habitat dans la wilaya d'Alger, le wali d'Alger, Abdelkhalq Siouda, avait donné des instructions aux walis délégués et directeurs concernés pour accélérer l'élaboration des listes des bénéficiaires de logements et recenser le nombre des familles occupant des habitations précaires à Alger.

K. L.

Ministère de la santé

Enquête sur la hausse du nombre des césariennes dans le secteur privé

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a annoncé, hier à Alger, l'ouverture d'une enquête sur la hausse du nombre des césariennes dans les cliniques privées, qualifiant ce phénomène d'«inacceptable».

Lors d'une conférence de presse, animée en marge d'une rencontre avec les directeurs de la santé et de la population des wilayas du pays, le ministre a indiqué que son département avait ouvert une enquête pour définir les véritables causes de la hausse du nombre des césariennes pratiquées dans le

secteur privé, estimant que «cela est inacceptable». Dans ce cadre, M. Miraoui a affirmé que ses services «n'ont pas à intervenir dans la décision médicale prise pour ce genre d'opérations», mais les démarches du ministère visent à traiter ce qu'il qualifie de «dysfonctionnement», soulignant que «les premiers résultats de l'enquête ont révélé que les recettes importantes issues des césariennes constituaient l'une des principales raisons de la hausse de cette pratique, outre le manque de ressources humaines et de formation des équipes médicales au

niveau de certaines cliniques».

A cette occasion, le ministre a souligné la nécessité d'«évaluer le plan national de prise en charge de la femme enceinte, lancé l'année dernière et qui vise l'accompagnement de la femme enceinte, depuis le début de grossesse jusqu'à l'accouchement», appelant tout un chacun «à assumer ses responsabilités et à remédier aux lacunes enregistrées, afin de garantir un service public de qualité qui soit au niveau des aspirations des citoyens».

Lamine Y.

Reconnaissance aérienne

Des drones fabriqués en Algérie exécutent des vols diurnes et nocturnes

■ Des drones fabriqués en Algérie, de type El-Jazaïr-55, ont exécuté, durant la dernière semaine de ce mois, des vols diurnes et nocturnes de reconnaissance pour la destruction d'objectifs de groupes terroristes, indique, samedi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Tahira F.

«**E**n application des orientations et instructions du général de corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, relatives à l'exécution de missions tactiques avec des drones, et dans la dynamique des opérations exécutées dans le cadre de l'emploi sur le terrain de ce matériel de pointe, notamment lors des opérations de la lutte antiterroriste et de la sécurisation de nos frontières nationales, des drones fabriqués en Algérie de type El-Jazaïr-55 ont exécuté, durant la dernière semaine de ce mois, des vols diurnes et nocturnes de reconnaissance pour la destruction d'objectifs de



groupes terroristes», précise la même source. Le MDN souligne qu'«avec un haut professionnalisme et précision, la mission a été débutée par une reconnaissance aérienne, à travers laquelle les équipages au sol des aéronefs ont pu obtenir des données instantanées permettant de localiser

les cibles visées, avant que les drones n'entament ensuite des vols pour la destruction desdites cibles». Cette opération, couronnée par un franc succès, a été menée en utilisant les techniques et les systèmes de navigation de drones adaptés aux conditions nocturnes et diurnes en direction des cibles visées. A travers ces opérations exécutées dans de bonnes conditions, les équipages au sol ont fait preuve d'une grande maîtrise dans l'exécution de ce genre de missions. De même, les drones ont montré leur efficacité opérationnelle et au combat lors de l'exécution de ce genre d'opérations et dans la destruction des cibles avec efficacité et précision.

T. F./APS

Front El Moustakbel/ Abdelaziz Belaïd

La sortie de la crise actuelle réside dans le dialogue...

Le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, a souligné, samedi à Relizane, que sa formation politique estime que la solution de la crise actuelle du pays réside dans le dialogue et l'application de la Constitution. M. Belaïd, qui animait une rencontre régionale des structures de base de son parti au niveau de l'Ouest du pays, a indiqué que son parti «avait appelé à l'application de la constitu-

tion pour résoudre la crise politique et qu'il rejette toute idée de phase transitoire qui plongerait le pays dans un tunnel obscur». L'intervenant a estimé que «la solution réside dans la politique du dialogue», préconisant de «contacter tous, sans exclure personne, comme solution à sortir de la crise que connaît le pays». «Nous avons rencontré le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah. Nous avons

accueilli plusieurs formations politiques. Nous avons dialogué avec eux. Nous discuterons avec toutes les parties», a-t-il ajouté. M. Belaïd a estimé que le Front El Moustakbel aura «un rôle principal à jouer à l'avenir sur la scène politique avec ses cadres et ses compétences», ajoutant que sa formation «participera à toutes échéances électorales présidentielles ou législatives». Dans ce contexte, il a appe-

lé la classe politique «à constituer une instance nationale indépendante pour organiser les élections, gérer la surveillance du scrutin et annoncer les résultats». A noter que M. Belaïd a suivi, lors de cette rencontre régionale, des interventions de plusieurs militants et a débattu avec eux du Hirak populaire et de la situation actuelle du pays.

Lyes G.

Boumerdès : coup d'envoi de l'édition 2019

Opération «Port et barrage bleus» à Zemmouri El Bahri

Le coup d'envoi officiel de l'édition 2019 de l'opération «Port et barrage bleus» a été donné, samedi, au niveau du port de Zemmouri El Bahri (Est de Boumerdès) en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Amari. Selon les informations fournies sur place au ministre, cette 7^e édition du genre, lancée pour un jour sous le signe «promotion et valorisation des métiers bleus», «a englobé tous les ports, abris de pêche et barrages principaux du pays». En 2018, cette opération Ports bleus avait permis de mettre un terme définitif au phénomène d'ensablement enregistré régulièrement au niveau du port de Zemmouri El Bahri, à travers l'enlèvement de «pas moins de 17 000 M³ de déchets en tous genres et de sable», est-il ajouté. Sur place, le ministre, accompagné des autorités de la wilaya et des représentants d'associations et secteurs concernés, ont assisté à

une opération de dragage du bassin principal de ce port et son entrée, réalisée par des plongeurs de la Protection civile et d'associations du domaine. Dans une déclaration à la presse, en marge de cette manifestation, le ministre a estimé que la «sélection de ce port pour abriter le coup d'envoi de cette édition 2019 est d'une symbolique certaine», reflétant, selon lui «notre soutien aux actions sérieuses mises en œuvre à son niveau», a-t-il dit. «Nous voulons surtout, a ajouté Cherif Amari, marquer notre contribution dans l'encouragement des différents partenaires du secteur (opérateurs, société civile, pêcheurs...), en vue de la préservation de ces milieux et leur environnement naturel», qualifiés par lui d'«acquis vitaux, car générateurs de richesse et d'emplois, et donc appelés à intégrer le processus du développement économique du pays», a-t-il relevé. D'où l'élargissement de cette édition 2019 aux plans d'eau et

barrages des régions de l'intérieur du pays, ciblés par des campagnes de sensibilisation visant leur persévération et valorisation, a-t-il informé par ailleurs. «Réunir les conditions de réussite des différentes campagnes de production halieutiques et continentales (pêche aux petits pélagiques, ensemencement au niveau des barrages), à travers la valorisation et gestion durable des infrastructures de base (ports, barrages), tel est l'objectif principal assigné à cette manifestation», a fait, en outre, savoir le ministre. L'opération comporte un ensemble d'activités et animations ayant trait à l'entretien et la préservation des milieux dans lesquels évoluent les professionnels, les espèces exploitées et ayant une incidence sur la préservation de la santé du consommateur (exposition des activités des associations de préservation des milieux de production, nettoyage des infrastructures), a-t-il expliqué. Un autre

volet est lié au nettoyage des espaces affectés à l'eau potable, la réparation de l'éclairage public, la récupération des huiles usagées des bateaux, l'éradication des animaux nuisibles et l'enlèvement des épaves de bateaux. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, qui a honoré, à l'occasion, nombre de pêcheurs retraités, a effectué une visite au niveau d'une unité privée spécialisée dans la maintenance des bateaux. Il a également assisté à un exercice de simulation d'un sauvetage en mer, exécuté par des éléments de la Protection civile de la wilaya, outre une exposition de vente et promotion des produits de la mer et de l'aquaculture. L'opportunité a aussi donné lieu au lancement de la mise en œuvre d'une convention signée entre le CET de Corso et l'entreprise de gestion des ports et abris de pêche, relative au tri sélectif des déchets.

Hasna B.

Comptes postaux à Alger

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs pour retrait d'argent de personnes décédées

Les services de la Sûreté d'Alger ont démantelé une bande de malfaiteurs pour faux et usage de faux en écritures administratives et bancaires après avoir effectué des retraits de sommes d'argent de comptes postaux appartenant à des personnes décédées et arrêté 3 individus, a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Cette affaire a été traitée par le service de wilaya de la police judiciaire

d'Alger, représenté par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), suite à une information sécuritaire faisant état de retrait de l'argent des comptes postaux de personnes décédées, précise la même source. Les enquêtes menées à cet effet se sont soldées par l'identification de l'un des mis en cause et après mandat de perquisition de son domicile, il a été procédé à la saisie d'un PC portable, une photocopieuse et une imprimante ainsi qu'un

ensemble de modèles de papiers administratifs officiels non remplis, des cartes de la sécurité sociale et des permis de conduire. Il a été procédé également à l'arrestation du mis en cause et à la saisie de deux passeports, de chèques postaux appartenant à plusieurs personnes, une somme d'argent en monnaie nationale (140 000 DA) et une autre en devise (1 420 euros) et 3 téléphones portables. D'autre part, l'exploitation des données tirées de l'ordina-

teur a révélé l'existence de plusieurs dossiers et modèles d'attestation de travail de sociétés nationales et privées ainsi que des pièces administratives falsifiées. Dans ce cadre, deux individus ont été arrêtés dans cette affaire. Après finalisation des procédures légales en vigueur, les trois mis en cause ont été déférés devant les juridictions compétentes qui en ont placé deux en détention préventive et le troisième sous contrôle judiciaire.

Ghani T.

Mustapha Mekideche au sujet du prix du pétrole

Le maintien de la réduction de production reste insuffisant pour une remontée conséquente

■ Le maintien de l'accord de réduction de la production, engagée par l'Opep+ depuis 2016 pour stabiliser le marché, reste insuffisant pour une remontée conséquente des prix du brut, ont estimé hier des experts.

Par Mahi O.

Pour l'économiste et spécialiste des questions énergétiques Mustapha Mekideche, la chute des prix de pétrole, survenue en juin courant, rendra «plus aisée» la reconduction de l'accord de réduction de la production de pétrole, au cours de la prochaine réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, la Russie en tête, prévue le 2 juillet à Vienne. «On a pu penser que la phase de stabilisation des prix du brut autour de 70 dollars était acquise pour toute l'année 2019. Cela n'est pas le cas», a relevé M. Mekideche, qui est également vice-président du Conseil national économique et social (Cnes). Il a, toutefois, estimé que la reconduction de l'accord de limitation des quotas n'était «pas suffisante» pour obtenir une remontée des prix du baril autour de 70 dollars, car, a-t-il dit, «d'autres incertitudes subsistent». «La reconduction de l'accord (de limitation de la production) et les tensions au Moyen-Orient peuvent pousser vers une hausse des prix du brut, mais, à l'inverse, il y a d'autres fondamentaux du marché, de nature à tirer les prix vers le bas», a-t-il expliqué. Parmi ces derniers, l'expert a relevé «le niveau auquel se situera la hausse de la surproduction américaine pour le

deuxième semestre 2019 et les effets des issues du conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine sur la croissance mondiale et donc sur la demande pétrolière mondiale». Pour lui, un objectif intérimaire d'un prix du baril autour de 70 dollars semble plus «réaliste» que celui de 80 dollars, même si cela arrangerait mieux les recettes budgétaires de l'Algérie et ses équilibres extérieurs. A rappeler que le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, avait indiqué récemment à l'APS qu'un prix du baril oscillant entre 70 et 80 dollars assure à la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach la poursuite de ses programmes de développement. Concernant la suggestion de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en faveur d'un compromis pour éviter des prix de pétrole trop élevés, pouvant être pénalisants pour les producteurs et consommateurs, l'économiste estime que «la prudence de l'AIE est fondée», ajoutant que «les expériences de 1986 et de 2014 sont là pour nous le rappeler». Pour sa part, l'expert international M'hamed Hamidouche a estimé que «pas mal d'informations focalisées sur la mésentente entre l'Iran et l'Arabie saoudite donnent des idées fausses sur ces futures négociations supposées difficiles et par conséquent, la fausse idée véhiculée qu'il s'agit de complications pour la reconduction de l'accord». «Je



P.V.D. R.

rappelle qu'en plus de l'Iran, le Venezuela et la Libye sont exclus de cet accord et que le reste de l'Organisation est sur le point de consentir à prolonger l'accord au-delà de juin et sans surprise. Pour le reste des pays hors Opep, il faut s'attendre à une reconduction des quotas sans ambiguïté même si les déclarations du ministre Russe de l'Energie, Alexandre Novak, semblent prudentes», a-t-il soutenu. Interrogé sur une éventuelle hausse des prix du brut, en raison notamment des tensions au Moyen-Orient, l'expert international a indiqué qu'en cas de conflit (armé) entre les Etats-Unis et l'Iran, «les prix passeront en moins d'un mois au double». «Mais de mon point de vue, nous ne sommes pas là, il s'agit d'une stratégie de tension entretenue

par les Américains dans le cadre de la guerre économique et le scénario que cette tension dégénère en confrontation armée, reste à écarter tant que le Congrès n'a pas été consulté», a-t-il ajouté. Pour cet expert, ayant presté notamment pour la Banque Mondiale, c'est un «leurre» de croire que les Iraniens vont empêcher le passage des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, au large de leurs côtes, par lequel passe le pétrole des pays du Golfe car il existe beaucoup d'alternatives à cette option. Par conséquent, ces tensions, selon lui, n'ont pas d'«impacts majeurs» sur les prix du pétrole à court et moyen terme, y compris pour ce qui concerne le renouvellement de l'accord de plafonnement de la production engagé par l'Opep et

non Opep en 2016. D'autres facteurs conjoncturels peuvent influencer également sur les niveaux des prix qui sont d'ordre géopolitique, ayant trait aux conflits et aux guerres à titre d'exemple, le sabotage des oléoducs par le groupe terroriste «Boko haram» au Nigeria, les sanctions économiques telles que l'interdiction de l'importation de pétrole iranien par l'administration américaine, la guerre en Libye... etc., a-t-il expliqué. Par ailleurs, les aléas climatiques tels que les tempêtes, ouragans et inondations touchant les régions spécialisées en raffinage et notamment à l'est des Etats-Unis et les accidents techniques tels que les explosions ou incendies dans des plateformes pétrolières qu'on peut rappeler celle de la mer du Nord, du golfe du Mexique, d'Azerbaïdjan et bien d'autres, ont aussi un impact direct sur les cours. C'est également le cas des politiques environnementales prônant une utilisation massive des énergies renouvelables (éolienne, hydraulique, solaire, biomasse et géothermie), en substitution à l'énergie fossile et nucléaire, influent aussi sur les marchés pétroliers et gaziers, a-t-il ajouté. Pour rappel, le taux de conformité aux accords d'ajustement volontaire de la production pétrolière entre l'Opep et ses partenaires avait atteint 120% au cours des quatre premiers mois de 2019.

Pêche de thon

L'Algérie demandera l'augmentation de son quota à partir de 2020

L'Algérie va demander l'augmentation de son quota de pêche de thon à partir de la prochaine campagne 2020, après avoir réussi à pêcher la totalité de son quota fixé pour cette année, dans les délais impartis, a révélé à partir de Boumerdes le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari. «Le parachèvement, cette année, de la campagne de pêche au thon avant son terme, avec la pêche de la totalité du quota fixé pour l'Algérie, nous incite à revendiquer une augmentation de ce quota lors de la prochaine campagne 2020», a indiqué le ministre à l'APS, en marge de

l'ouverture officielle de l'édition 2019 de l'opération «Port et barrage bleus» au port de Zemmourî El Bahri. Il a signalé que la campagne de pêche du thon 2019 a été clôturée le jeudi 20 juin, avec la pêche de la totalité du quota de 1 437 tonnes fixé pour l'Algérie, en mettant à contribution quelque 22 navires battant pavillon national. «Concrètement, cela veut dire que cette campagne de pêche du thon a été clôturée 10 jours avant les délais qui lui ont été fixés», s'est encore félicité M. Cherif, expliquant par là la volonté de son département ministériel à «accorder davantage de soutien au secteur et d'assurer

plus de facilitations aux projets d'investissement dans les domaines de réalisation et maintenance des thoniers», a-t-il souligné, citant en exemple l'entreprise privée Corinev du port de Zemmourî El Bahri, visitée à l'occasion. «Nous sommes très motivés pour introduire une demande pour l'augmentation du quota de pêche de l'Algérie, dès l'année prochaine, pour qu'il soit à la hauteur des besoins et capacités nationales dans le domaine», a affirmé le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Salem K.

M. O./APS

Banques centrales

La BRI appelle de nouveau à alléger la pression

La Banque des règlements internationaux (BRI) a appelé hier une nouvelle fois à alléger la pression sur les banques centrales afin de «garder du carburant» pour agir si l'économie mondiale devait ralentir, lors de la publication de son rapport annuel. Depuis la crise financière de 2007-2008, les banques centrales ont été fortement mises à contribution par le biais de mesures de politique monétaires extraordinaires qui ont permis de relancer la

croissance mondiale, a insisté cette institution considérée comme la Banque centrale des banques centrales. «Nous observons depuis l'année dernière un ralentissement du rythme de l'expansion», a cependant mis en garde son directeur général, Agustín Carstens, lors d'une allocution prononcée à l'occasion de la présentation de ce rapport annuel, soulignant que «si les perspectives à court terme demeurent positives, de nom-

breuses vulnérabilités pointent à plus long terme». La BRI a en particulier mis en lumière le poids de la dette dans de nombreuses économies, les signes d'érosion de la rentabilité des banques qui pèsent sur leur capacité à financer l'économie, auxquels s'ajoutent les tensions commerciales qui agissent comme «un puissant frein» à la croissance. «Il convient de rappeler que les guerres commerciales ne font aucun gagnant mais seulement des

perdants», a insisté le directeur de la BRI. Les incertitudes que créent ces tensions pèsent sur la demande, assombrissent les perspectives d'investissement mais soulèvent aussi des questions quant à la viabilité des chaînes d'approvisionnement sur lesquelles s'appuient les entreprises et «l'avenir même du système commercial» dont dépend l'économie mondiale.

A. Y./R. E.

Saison estivale

10 millions d'estivants attendus sur les plages de Skikda

■ Dix millions d'estivants sont attendus cette saison à travers les 25 plages ouvertes à la baignade dans la wilaya de Skikda, a indiqué le directeur local du tourisme et de l'artisanat traditionnel, Larbi Mechri.

Par Anissa H.

Le nombre prévu est en constante évolution d'une année à l'autre à Skikda qui a accueilli sept millions d'estivants en 2017 et neuf millions en 2018, a affirmé ce responsable en marge de l'arrivée sur la plage de Larbi Ben M'hidi de la caravane nationale de promotion du tourisme initiée par l'Office national du tourisme (ONT). Outre les paysages merveilleux des plages de la wilaya et la qualité des services assurés par les structures hôtelières et sur les plages, cette évolution prévue s'explique aussi, a-t-il ajouté, par la réouverture des deux plages 1 et 2 de Tamanaret situées dans la commune de Chéraïa et restées interdites à la baignade pendant 20 ans. D'une beauté exceptionnelle, ces deux plages attirent à la fois les amateurs de baignades et les épris de camping en forêt pour la nature vierge du site, son sable doré et sa végétation forestière luxuriante. L'accroissement des flux des estivants est favorisé également par la disponibilité de structures hôtelières et la qualité de leurs services, a encore estimé le directeur du tourisme qui a rappelé que la wilaya compte de 25 hôtels d'une capacité cumulée de 4 830 lits ainsi que des plages «propres» d'accès gratuits et des tarifs «réduits» de parkings. Selon M. Mechri, la wilaya de Skikda peut devenir la locomotive du tourisme dans l'Est du pays dans les



prochaines années au regard des projets «gigantesques» qui y sont engagés dont les projets de 21 hôtels (6 700 lits) et un village touristique qui sera réceptionné en 2020 dans le cadre d'un partenariat algéro-saoudien. Pour M^{me} Amel Mezdad, chargée de communication à l'ONT, l'objectif de cette caravane est de promouvoir les zones touristiques du pays auprès des touristes nationaux dans le cadre de la valorisation de la place du tourisme domestique dans l'économie nationale. Selon la même cadre, Skikda troisième

étape de la caravane après les wilayas d'El Tarf et Annaba recèle d'«énormes» potentialités pour convaincre les touristes de l'intérieur du pays. La caravane composée d'une vingtaine de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle ainsi que de blogueurs s'est rendue vers plusieurs établissements hôteliers implantés sur la plage de Larbi Ben M'hidi qui se préparent pour accueillir les visiteurs et a visité le projet d'un parc d'attractions aquatiques d'un investisseur privé. Un des estivants rencontré par l'APS et les

autres membres de la caravane sur le sable doré de la plage Larbi Ben M'hidi, Ouameur, algérien établi en France, a affirmé avoir visité plusieurs plages européennes mais aucune d'elle n'égale en beauté les plages de Rusicada. Il a également affirmé adorer la plage Jeanne d'arc (ancienne appellation de la plage Larbi Ben M'hidi) qu'il visitait tout jeune avec sa famille originaire de la wilaya d'Oum El Bouaghi avant d'émigrer vers la France. Sur la plage de Stora dernière halte de la caravane qui fourmillait de baigneurs, les

mêmes avis ont été émis par les estivants dont Nacir Hamdi qui habite Annaba mais affirme préférer les plages de Skikda qui sont plus belles. Les plages peu profondes favorisent la baignade des enfants et les prix des hôtels et des restaurants sont «raisonnables», assure de son côté Walid Bouhedjar, venu avec des amis passer deux jours sur la plage de la Carrière. La caravane de l'ONT poursuivra sa course vers les wilayas de Béjaïa, Jijel, Tizi Ouzou et Boumerdès, a-t-on indiqué. A. H. /APS

Boumerdès / Pêche et aquaculture

Mise en exploitation de la zone d'activité des métiers et professions

La zone d'activité réservée aux métiers et professions liés à la pêche et à l'aquaculture de Zemmouri (est de Boumerdès) est entrée en exploitation après son inauguration officielle par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari. L'inauguration a eu lieu après

parachèvement des travaux d'aménagement et d'équipement de cette zone où a donné le ministre de tutelle le coup d'envoi officiel de l'opération «Ports et barrages bleus 2019», depuis le port de Zemmouri El Bahri. Qualifiant cette zone de «unique en la matière au plan national», M. Omari estime qu'elle est en

mesure de transformer toute la région en «pôle inclusif au niveau national» sous-tendant production en matière de pêche et d'aquaculture, et formation à travers les systèmes de la formation professionnelle mis en place érigeant cette zone en «modèle» pour les autres wilayas. Réalisée pour une enveloppe de 400 mil-

lions de DA et dont la gestion a été confiée à la chambre de la Pêche et l'aquaculture de la wilaya, cette zone a été découpée en 46 lots dont 15 réservés à l'investissement dans le domaine de l'aquaculture, le reste étant consacré pour les autres domaines et métiers de la pêche. Selon des explications fournies

au ministre, 26 lots ont été attribués à ce jour aux investisseurs qui ont bénéficié de contrats de concession, et 4 seulement ont pu récupérer leurs permis de construction et commencer à monter leurs projets. Inscrits dans la stratégie nationale de développement de l'aquaculture 2014-2020, ces projets sont liés à la poissonnerie, l'emballage, des ateliers de fabrication et de maintenance du matériel de la pêche, la fabrication et la maintenance de superstructures de navires, la production de glace et des points de vente et de commercialisation du matériel de la pêche. S'étalant sur une superficie de 20 hectares, cette zone contribuera, notamment après le lancement de l'ensemble des investissements prévus, à créer quelques 3500 postes d'emploi. L'assiette foncière se caractérise par son éloignement de la ville, sa proximité de nombre d'importants axes routiers à l'instar de la RN 24 reliant la commune de Boumerdès à Delllys, et son emplacement à 5 km seulement du port de Zemmouri El Bahri. R. R. Nabila T.

Ain Defla

Une production aquacole de plus de 800 tonnes attendue

La production aquacole dépasserait les 800 tonnes durant l'année 2019 à Ain Defla, chiffre en hausse par rapport à celui obtenu l'année dernière (600 tonnes), selon les prévisions annoncées par la Direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. «Ces prévisions sont essentiellement motivées par l'augmentation du nombre de concessionnaires et d'investisseurs ayant opté pour l'aquaculture (dont des promoteurs ayant bénéficié des dispositifs de l'emploi se rapportant à l'Ansej et l'Angem), a précisé Samer Djillali, directeur de la pêche à Ain Defla, en marge de la manifestation «ports et barrages bleus» lancée en fin de matinée au niveau du barrage de Sidi M'hamed Bentaïba relevant de la commune d'Arrib. M. Samer a fait état, à ce propos, de 13 concessionnaires

actuant au niveau des barrages de Ain Defla (le 1/5e du nombre de concessionnaires actuant à l'échelle nationale), se réjouissant que rien que pour le premier semestre de l'année en cours, un excédent de plus de 200 tonnes a été enregistré par rapport à la même période de l'année écoulée. «Nous nous employons l'année prochaine à dynamiser le secteur de l'aquaculture au regard de son impact sur la sécurité alimentaire et sur les possibilités d'emploi», a-t-il soutenu. La manifestation «ports et barrages bleus» a été marquée par le lâcher de 100 canards, ainsi que par une opération d'ensemencement du barrage de Sidi M'hamed Bentaïba. En sus d'une opération de dégustation de poissons d'eau douce, une douzaine d'activités dont six concours, notamment dans la pêche récréa-

tive, le tir, la planche à voile, outre nombre de concours scientifique et culturels figurent également au programme de cette manifestation à laquelle ont pris part diverses directions, à l'instar de celles de l'environnement, des ressources en eau, des forêts, de la protection civile, de la chambre de tourisme et de l'artisanat, ainsi que de la pêche et des ressources halieutiques. Se réjouissant de la tenue de cette manifestation, en dépit d'une chaleur caniculaire, des pères de familles ont émis le souhait de voir ce genre de manifestations se généraliser aux autres barrages de la wilaya, mettant en exergue l'importance pour l'enfant de connaître tout ce qui a rapport à l'halieutique.

Libye

Des missiles américains découverts sur une base pro-Haftar

■ Les forces loyales au Gouvernement d'union nationale (GNA) en Libye ont présenté samedi à des journalistes des armes «modernes» de fabrication américaine et chinoise, qu'elles affirment avoir saisi dans une base des combattants du maréchal Haftar.

Par Mondji G.

Les Etats-Unis ont indiqué samedi enquêter après la découverte de ces missiles présentés comme d'origine américaine, alors que la Libye est soumise par l'ONU à un embargo sur les armes.

Trois missiles antichars Javelin de fabrication américaine et sept projectiles d'artillerie à guidage laser Norinco GP6 de fabrication chinoise, ont été présentés aux journalistes en Libye.

Les armes ont été identifiées par un spécialiste des questions de défense, Arnaud Delalande, selon l'agence AFP.

«Il s'agit d'échantillons (des armes saisies) qu'on nous a autorisé à emmener ici», a déclaré un élément des forces du GNA, Ibrahim al-Touil, affirmant ne pas être en mesure de divulguer le nombre total des missiles et des armes récupérés.

«Nous avons trouvé ces armes à Gharyan (ouest). Des armes modernes, alors que la Libye est sous embargo de l'ONU», a déclaré M. Touil à des journalistes.

Les forces du GNA, seul gouvernement reconnu par la communauté internationale, ont réussi à reprendre cette ville située à une centaine de kilomètres de Tripoli, aux troupes de l'homme fort de l'est libyen Khalifa Haftar. Ce dernier avait lancé une vaste offensive début avril pour s'emparer de la capitale libyenne.

Selon le combattant du GNA, les armes ont été fournies à Khalifa Haftar par les Emirats arabes unis, un pays allié des Etats-Unis et qui soutient l'homme fort de l'est libyen. «Sur les armes, il est bien écrit Emirats arabes unis», a-t-il dit.

Sur les caisses en bois des projectiles Norinco, on peut lire en anglais «forces armées des Emirats arabes unis». Mais aucune référence à un autre pays, outre les Etats-Unis, n'est visible sur les trois missiles Javelin présentés aux journalistes, selon

des médias sur place.

Ces deux derniers jours, des forces du GNA avaient déjà publié des photos de missiles Javelin retrouvés à Gharyan.

Chacun de ces missiles coûte 170 000 dollars et la cargaison avait été vendue par les Etats-Unis en 2008 dans le cadre d'un contrat avec les Emirats et le sultanat d'Oman, précisait vendredi le «New York Times».

Le département d'Etat américain a indiqué, dans un communiqué, être «au courant de ces informations de presse» et chercher «de plus amples informations» sur cette découverte.

«Nous prenons très au sérieux toutes les allégations d'utilisation frauduleuse de matériel de défense américain», a ajouté la diplomatie.

«Nous attendons de tous les clients d'équipement de défense d'origine américaine qu'ils respectent leurs obligations d'utilisation finale», a poursuivi le ministre.

L'ONU a renouvelé en juin pour un an une opération européenne chargée du contrôle de l'embargo sur les armes pour la Libye, où des livraisons d'armements sont signalées depuis deux mois.

Le Comité des experts des Nations unies chargé de contrôler cet embargo a également indiqué qu'il enquêtait sur l'implication possible des Emirats

Situation en Libye : les forces du GNA enchaînent les victoires

Les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) en Libye enchaînent les victoires sur le front, ces derniers jours, contre les troupes du général à la retraite Khalifa Haftar – désormais plus que jamais acculées, reprenant ainsi le contrôle de plusieurs villes et emprisonnant nombre d'éléments parmi les forces du camp adverse, selon les médias.

En effet, après la reprise totale du contrôle de la ville de Gharyan mercredi au terme



d'une bataille féroce et d'une percée spectaculaire vendredi dans la ville Esbiaa au sud de Tripoli, les forces du GNA ont fait savoir samedi avoir détenu 150 éléments parmi les troupes de Haftar et saisi un arsenal de guerre des plus importants.

«Nous avons pu emprisonner 150 combattants pro-Haftar et saisi 70 véhicules armés et blindés émiratis», a indiqué Mohamad Gnounou, porte-parole des forces du GNA, en marge d'une conférence de presse animée conjointement avec le maire de la ville de Gharyan.

Les victoires des forces du GNA, enregistrées dans les villes de Gharyan et de Esbiaa, s'ajoutent à bien d'autres exploits que ne cessent d'enregistrer les hommes du président du Conseil présidentiel du GNA, Fayez al-Sarradj, dans d'autres villes, notamment près de la capitale Tripoli où l'on affirme d'ores et déjà la reprise du contrôle sur l'aéroport international de Tripoli, selon les médias.

«Ces victoires sont très impor-

tautes pour le moral des combattants des forces du GNA qui sont désormais prêts à acculer les hommes de Haftar jusqu'à dans leur dernier abri», selon un porte-parole du GNA.

Il faut dire que cette percée des forces du GNA sur le terrain a été prévue et annoncée par le président du Conseil présidentiel, Fayez al-Sarradj, qui en prenant le courage et détermination de ses hommes, avait appelé Haftar à «cesser les hostilités» et à «revenir au calme et à la sagesse».

Fayez al-Sarradj, soutenu par la communauté internationale, a pris même le soin de proposer une alternative à son adversaire, à savoir l'organisation d'élections libyennes avant la fin de l'année.

Une proposition qui est qualifiée d'un pas audacieux et d'une opportunité inespérée au général à la retraite Khalifa Haftar dont «les capacités de nuisances et le génie dans les questions de guerre se sont avérées dérisoires», selon des analystes.

Haftar, qui a lancé depuis le 4 avril une offensive pour s'emparer de la capitale Tripoli où siège le GNA, et qui s'est retrouvé en recul, a accusé samedi la Turquie d'être derrière l'«armement et le soutien des forces du GNA».

Sans avancer aucune preuve tangible de ce qu'il prétend, il a indiqué avoir décidé de déclarer la guerre à la Turquie, en ordonnant à ce qui «reste de ses hommes» de prendre désormais pour cible les navires, d'interdire les vols depuis et vers la Turquie, d'arrêter les ressortissants turcs en Libye et de «porter atteinte aux biens de la Turquie en Libye».

Une attitude qui renseigne davantage sur la baisse du moral de l'homme et de ses troupes qu'autre chose, ont commenté les analystes de la scène internationale. «Mieux encore, c'est un aveu d'impuissance et un indice de l'approche de la fin de Haftar», ajoutent-ils.

Haftar qui prétendait avoir bénéficié de l'appui de puissances internationales au lendemain de son offensive le 4 avril, est forcé de constater qu'il est désormais isolé.

La «guerre en Libye n'a aucun sens, sinon d'amplifier la crise humanitaire dans le monde», soulignent plusieurs voix aux Etats-Unis, à Paris et à Londres.

Le président américain Donald Trump évite pour le moment de parler de la Libye et se concentre sur la situation dans le Golfe.

De même que pour d'autres dirigeants de puissances étrangères qui préfèrent se concentrer sur la situation interne dans leurs pays.

R. M.

M. G./APS

Tunisie

Concours des meilleures études sur la lutte contre le terrorisme

Le délai de dépôt des candidatures pour le concours national scientifique des meilleures études dans le domaine de «la lutte contre le terrorisme et les mécanismes de prévention contre la pensée extrémiste» a été prolongé au 30 août prochain en Tunisie, a annoncé samedi le ministère des Affaires religieuses tunisien.

Le ministère a fait part, fin mars dernier, de l'ouverture des candidatures pour ledit concours dans le cadre du soutien de l'effort en matière de lutte antiterroriste, selon les médias locaux.

La date butoir du dépôt des candidatures pour l'année 2019 était prévue initialement le 30 juin.

Trois prix seront attribués aux meilleures études et les études lauréates seront également imprimées et publiées par le ministère, selon les mêmes sources.

La Tunisie a déjà connu des attaques terroristes dont les dernières en date ont été perpétrées jeudi matin. Deux attentats suicides ont eu lieu au cœur de la capitale Tunis, faisant un mort et huit blessés, suscitant des réactions internationales.

Quelque 25 éléments «recherchés pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste, apologie du terrorisme et infraction terroriste» ont été interpellés dans la nuit de jeudi à vendredi suite à 493 descentes indique le ministère de l'Intérieur tunisien.

Ces opérations sécuritaires s'inscrivent dans le cadre des efforts continus des forces sécuritaires de démanteler les groupes terroristes recherchés par la justice, selon la même source.



Soudan

Des dizaines de milliers de manifestants contre les généraux

■ Des dizaines de milliers de Soudanais ont manifesté hier contre les généraux au pouvoir à travers le pays y compris dans la capitale Khartoum où la police a tiré des gaz lacrymogènes, sur fonds d'appels internationaux à éviter une nouvelle répression sanglante.



Rosa C.

Aux cris de «Pouvoir civil, pouvoir civil», les Soudanais sont descendus dans la rue dans plusieurs villes pour réclamer un transfert du pouvoir aux civils, à l'appel de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC),

fer de lance du mouvement de contestation qui espère une mobilisation massive. L'ampleur des manifestations pourrait être un test pour jauger la capacité des meneurs de la contestation à mobiliser. Mais aussi pour le Conseil militaire de transition, qui

tient les rênes du pays depuis la destitution et l'arrestation le 11 avril par l'armée du président Omar el-Béchir. Avant le début des rassemblements, plusieurs pays ainsi que des ONG ont appelé à la retenue, près d'un mois après la dispersion brutale le 3 juin d'un sit-in de manifestants devant le QG de l'armée à Khartoum, qui avait fait des dizaines de morts. A Khartoum et dans les villes d'Omdourman, de Port-Soudan, d'Al-obeid, de Madani, de Kassala et de Khasma el-Girbade, les manifestants ont scandé des slogans révolutionnaires, selon les témoins. Dans des quartiers de Khartoum, où un important dispositif de sécurité a été mis en place, la police a tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants, ont indiqué des témoins. Les forces de sécurité ont également tiré des gaz lacrymogènes à Gadaref (est). Brandissant des drapeaux souda-

nais et faisant le signe de la victoire, hommes et femmes ont envahi les rues du quartier d'al-Sahafa à Khartoum, selon un journaliste de l'AFP sur place. De nombreux magasins ont gardé leurs rideaux baissés. «Nous sommes ici pour les martyrs du sit-in. Nous voulons un État civil qui garantisse notre liberté. Nous voulons en finir avec la dictature militaire», a déclaré une manifestante, Zeinab, 23 ans. «Personne n'a donné un mandat au Conseil militaire, tout le monde est contre le Conseil», a lancé un manifestant qui n'a pas voulu donner son nom, avant de crier «je suis le prochain martyr!». En prévision des rassemblements, les paramilitaires des Forces de soutien rapide (RSF) ont été déployés sur plusieurs places de Khartoum, à bord de leurs habituelles camionnettes dotées de mitrailleuses. Les autorités bloquent depuis des semaines l'accès à internet, outil stratégique pour mobiliser les manifestants dès le début du mouvement de contestation inédit au Soudan le 19 décembre 2018. Ce mouvement a été déclenché initialement par le triplement du prix du pain dans un pays pauvre à l'économie exsangue. Les manifestations dans les villes soudanaises se sont ensuite transformées en contestation contre le pouvoir du général Béchir, qui dirigeait le pays d'une main de fer pendant près de trois décennies. Epicentre de la contestation, le sit-in devant le QG de l'armée, entamé le 6 avril, a été brutalement dispersé le 3 juin. Au moins 128 personnes ont péri dans la répression qui a

duré plusieurs jours, la grande majorité dans la dispersion du sit-in, selon des médecins proches de la contestation. Les autorités ont fait état de 61 morts. Les RSF ont été accusées par les manifestants, des ONG et des experts, d'être à l'origine de cette dispersion. Un comité d'investigation mis sur pied par le Conseil militaire «l'entière responsabilité» en cas de «perte humaine» ou de tout «acte de vandalisme» pendant les manifestations. Dernièrement, les protestataires s'étaient contentés de petits rassemblements à Khartoum, parfois dispersés par les forces de sécurité. Malgré le bras de fer, les chefs de la contestation et le Conseil militaire se disent ouverts à une reprise des négociations, à travers une médiation de l'Éthiopie et de l'Union africaine, pour dessiner les grandes lignes de la transition à venir. Avant les manifestations de hier, l'Union européenne a affirmé qu'il était «du devoir du Conseil militaire d'assurer la sécurité de tous et de s'abstenir de tout recours à la violence contre les manifestants». Pour Amnesty International, «le Conseil militaire ne doit pas laisser le pays glisser vers plus de répression. Le monde observe».

R. C.



Commentaire

Concret

Par Fouzia Mahmoudi

Si personne ne s'attendait que Donald Trump soit un président comme les autres à la Maison-Blanche, ses initiatives continuent de surprendre et de créer l'événement. Le président américain présent à Séoul pour le Sommet annuel du G20 a en effet décidé de s'envoler vers la Corée du Sud pour rencontrer le président nord-coréen à la frontière entre les deux Corées. Cette rencontre a permis de réamorcer les discussions sur le programme nucléaire de Pyongyang, un peu plus d'un an après leur premier sommet de Singapour et l'échec de celui de Hanoï en février dernier. Les deux hommes se sont retrouvés, pour la troisième fois, dans un cadre emblématique : la Zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées depuis la fin de la guerre (1950-53), qui a vu s'affronter également la Chine et les États-Unis. Accompagné du numéro un nord-coréen vêtu de son traditionnel costume Mao anthracite, Donald Trump a franchi la ligne en béton qui matérialise la frontière, et marché brièvement en territoire nord-coréen avant de faire demi-tour. Les deux hommes ont ensuite posé pour les photographes derrière la ligne de démarcation du village de Panmunjom, où fut signé l'armistice de 1953. «C'est un grand jour pour le monde», s'est félicité le président américain, se disant «fier d'avoir franchi cette ligne». De son côté, Kim Jong Un a espéré «surmonter les obstacles» grâce à ses liens «merveilleux» avec Trump. «Le fait que les deux pays, en dépit d'une longue relation d'hostilité, aient pu se serrer la main pour la paix à l'endroit qui symbolise la division (...) démontre que le présent est meilleur que le passé», a observé Kim Jong Un. La veille, Donald Trump lui avait lancé sur Twitter une invitation surprise «juste pour lui serrer la main et lui dire bonjour». Cette initiative est intervenue peu avant une rencontre très attendue avec le président chinois Xi Jinping portant sur la guerre commerciale, en marge du Sommet du G20 au Japon. Après un entretien d'environ 45 minutes côté Sud, Trump a ensuite accompagné Kim Jong Un vers son pays, cette fois en compagnie du président sud-coréen Moon Jae-in. Prenant la parole devant les journalistes, le président américain a annoncé qu'il avait invité Kim à se rendre aux États-Unis, mais sans préciser de date. «Cela se fera un jour ou l'autre», a-t-il simplement remarqué. A plus court terme, le milliardaire a annoncé que des négociateurs des deux pays reprendraient leurs discussions «d'ici deux à trois semaines» à propos du programme nucléaire de Pyongyang. La question de la dénucléarisation de la Corée du Nord continue de bloquer le processus de détente. L'administration Trump exige que Pyongyang renonce définitivement à son programme nucléaire avant d'envisager une levée des sanctions internationales, ce que le Nord refuse. La rencontre de Panmunjom ne suffira probablement pas à régler le délicat dossier nucléaire nord-coréen, remarquent les analystes. Mais le symbole est important pour deux pays qui se menaçaient mutuellement d'annihilation il y a encore un an et demi. Reste à savoir si ces gestes médiatiques seront suivis sur le terrain de faits plus concrets menant à des négociations plus fructueuses donnant des résultats concrets.

F. M.

USA

Joe Biden rattrapé par une polémique sur la ségrégation raciale

Vétéran de la politique américaine, Joe Biden est rattrapé par ses positions sur la ségrégation raciale, un sujet ultrasensible aux États-Unis, qui pourrait menacer ses chances dans la course à la Maison-Blanche. Lors du deuxième grand débat jeudi entre les candidats à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2020, il a été interpellé par la sénatrice noire Kamala Harris. Elle l'a notamment accusé de s'être opposé à la politique gouvernementale de «busing», qui obligeait les villes à transporter en bus les enfants des quartiers noirs et pauvres jusque dans des écoles à majorité blanche et plus réputées dans les années 1970, alors qu'il était jeune sénateur du Delaware. «Il y avait une petite fille en Californie qui appartenait à la deuxième génération à aller dans son école publique, en bus, chaque jour. Cette petite fille, c'était moi», a lancé l'élue de Californie au candidat centriste, qui domine les sondages. L'intervention a fait mouche. L'ancien vice-président, qui souligne à l'envi ses huit ans passés

aux côtés de Barack Obama, a démenti les accusations et, la mine fermée, défendu son bilan dans la lutte pour l'égalité des droits. «Je ne me suis pas opposé au «busing» en Amérique», a-t-il répété après le débat. Il a expliqué qu'il était à l'époque contre ce système «ordonné par le ministère de l'Éducation» et qui devait, selon lui, être réglé au niveau local. Parce que le système scolaire était principalement financé par les impôts fonciers, les écoles des zones pauvres souffraient d'un manque d'infrastructures et les enseignants étaient moins bien payés. Mais de nombreux habitants des quartiers blancs et leurs élus dénonçaient parfois avec violence cette obligation qui selon eux, faisait baisser la qualité de l'enseignement. D'abord favorable à cette politique en entrant au Sénat en 1973, Joe Biden avait changé d'avis alors que le mouvement d'opposition atteignait le Delaware. Selon lui, le «busing» était nécessaire pour lutter contre la «ségrégation de droit», comme dans les États du Sud où

les réglementations faisaient survivre les inégalités raciales malgré la législation de 1964 sur les droits civiques. Mais pas pour la «ségrégation de fait» dans les villes du Nord. En 1975, il avait ainsi soutenu la proposition d'un élu favorable à la ségrégation. Celle-ci supprimait notamment l'obligation pour les établissements scolaires de noter l'origine ethnique des élèves, ce qui éliminait la menace de perte de subventions publiques pour ceux qui pratiquaient la ségrégation. Le texte avait finalement été retouché. M. Biden avait alors proposé un texte disposant que les fonds fédéraux ne pouvaient servir aux écoles pour «assigner des enseignants ou des élèves (...) en raison de leur race». Il affirmait refuser qu'un «bureaucrate sans visage» décide de l'avenir d'un enfant, «blanc ou noir». Le jeune sénateur estimait dans un entretien à la presse que la «déségrégation est différente de l'intégration». Dans ses Mémoires, publiés en 2007, il qualifie le système de transport scolaire de «désastre progressiste».

Opéra d'Alger

La musique targuie à l'honneur

■ Une soirée dédiée à la musique targuie sera organisée le trois juillet à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih. Cette soirée qui se veut un voyage musical plein de sonorités et de rythmes, sera animée par la troupe Tartit qui se produit à Alger pour la première fois. Le public pourra apprécier les plus belles chansons du groupe ainsi que celles de son dernier album «Amankor» (The Exile), paru en janvier 2019.



Par Abla Selles

La grande formation musicale de renommée internationale, Tartit, anime pour la première fois un concert à Alger, au bonheur des passionnés de la musique targuie. Prévu pour le trois juillet à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih, cette troupe gratifiera le public avec des succès de son répertoire musical ainsi que des chansons de son dernier album «Amankor» (The Exile), paru en janvier dernier sur le label anglais World Music Network.

La troupe Tartit donnera un concert en exclusivité, de quoi rassembler les fans du genre qui se comptent par milliers.

Les chansons de cette formation musicale sont inspirées du vécu et de la réalité sociale. D'ailleurs, le groupe se veut le porte-parole des voix étouffées

et marginalisées.

Il est à rappeler que la formation musicale Tartit est originaire de la région de Tombouctou au Mali. Elle perpétue la tradition musicale qui rythme la vie quotidienne des nomades Kel Tamasheq. Les membres de cette troupe se sont réunis au camp de Bassikounou en Mauritanie, dans les années 1990, pendant la rébellion touarègue. Le groupe, au départ composé d'une vingtaine de personnes, en compte aujourd'hui une dizaine.

En décembre 1995, le groupe Tartit dont le nom signifie en tamachek «union», participe au Festival Voix de Femmes à Liège, en Belgique. S'ensuit une carrière internationale qui lui permet de diffuser la culture touarègue partout dans le monde.

En 1997, Tartit sort son premier album intitulé «Amazagh», suivi en 2000 de «Ichichilla».

Ce n'est qu'en 2018 que la troupe est sortie de son silence discographique et le groupe se réunit à Bamako pour enregistrer un nouvel album, «Amankor» (The Exile) paru en janvier 2019 sur le label anglais World Music Network. A. S.

«Lilith, Ahjiet El Maraa El Moutamarida»

L'écrivaine Roumaissa Laâyadi présente son ouvrage à Tadjenanet

L'écrivaine Roumaissa Laâyadi, de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, a rencontré, samedi, les adeptes de littérature à la maison des jeunes chahid Tayeb-Abbas à Tadjenanet (sud de Mila), où elle a présenté son dernier ouvrage «Lilith, Ahjiet El Maraa El Moutamarida», qui a fait également l'objet d'un débat avec une assistance composée principalement de jeunes. L'écrivaine, qui étudie actuellement les sciences politiques à l'université Bachir-El-Ibrahimi de Bordj Bou Arréridj a précisé qu'il s'agit d'un roman se déclinant sur 400 pages, publié par Dar El-Maheer, et fait partie des publications du genre historique, soutenant, à ce propos, avoir recouru dans son roman à des faits historiques conjuguant également un peu de fiction, de l'épouvante et de la fantaisie. Selon l'auteure, «Lilith» raconte l'histoire, tout

en suspens, d'une femme faisant un voyage dans le passé, aux origines du monde, en parcourant de nombreuses épopées, dont celles des divinités «Ishtar», «Isis» et «Aphrodite» pour vivre dans le monde de ces figures historiques et connaître les rivalités observées à l'époque, notamment celles relatives à la domination de la société qui a poussé les femmes à se rebeller. A cet effet, l'écrivaine affirme que la fin du roman est une victoire pour Eve, incarnée par le personnage de «Lilith la rebelle», soulignant «la nécessité pour la femme de travailler pour réussir et avoir une place prépondérante dans la société», pour ne pas abandonner et disparaître face aux obstacles qui se dressent devant elle. Dans une déclaration à l'APS, Roumaissa Laâyadi a salué les efforts déployés par le club de lecture de

Tadjenanet, qui l'a accueillie aujourd'hui dans le cadre de sa rencontre intitulée «un écrivain dans le box des accusés», ajoutant qu'il s'agit d'une occasion de clarifier les idées et les faits ciblés dans cet ouvrage et de le défendre, en particulier après les critiques qu'il a essuyées depuis sa sortie en avril dernier.

Selon Nour El Yakine Taibi, l'une des membres du club «Tadjenanet lit», cette rencontre littéraire, deuxième du genre dans cette ville, est de présenter de nouvelles œuvres littéraires au lecteur local et de donner l'occasion aux auteurs de répondre à toutes les questions ou critiques sur leur travail en les mettant au contact direct avec les lecteurs. L. B.

Cartes d'artiste

Plus de 10 000 cartes attribuées en quatre ans

Le Conseil national des arts et des lettres (Cnal) a attribué plus de 10 000 cartes professionnelles à des artistes et auteurs algériens depuis 2015, a déclaré, samedi à Alger, son président, Salim Dada.

S'exprimant lors d'une rencontre consacrée à la présentation du bilan (2015-2019) du Conseil, M. Dada a précisé qu'un total de 10 690 artistes et auteurs a bénéficié de cette identité professionnelle depuis 2015, date de délivrance de la première carte.

Le président du Cnal a annoncé qu'un «nouveau canevas» pour l'octroi des cartes d'artistes a été adopté dernièrement pour permettre un «traitement» plus «strict» des dossiers des demandeurs. «Ces mesures visent à traiter avec plus de rigueur et d'objectivité les dossiers des artistes et auteurs», a-t-il expli-

qué. La nomenclature des métiers des arts et des lettres, prise en charge par le Cnal, a été également élargie, a fait savoir Salim Dada, précisant qu'une nouvelle liste «plus contemporaine» sera promulguée.

Cette nouvelle liste, qui va dans la dynamique des nouveaux métiers numériques, inclut désormais de nouveaux métiers comme les lecteurs sonores, tatoueurs et les scénographes numériques, entre autres.

D'autre part, le président du Cnal a affirmé que les artistes détenteurs de carte professionnelle auront droit à une identification fiscale, une demande exprimée par les artistes que le ministère des Finances a approuvée en incluant des métiers de l'art et des lettres dans sa «base de données».

«Auparavant, il y avait une opacité par rapport aux métiers

de l'art et ceux de artisanat», a admis M. Dada qui souligne que le «Numéro d'identification fiscale (NIF) permet aux artistes de conclure des contrats de projets artistiques».

La nouvelle carte d'artiste (électronique), qui devra remplacer à partir de décembre prochain l'ancienne carte, sera adoptée à partir de 2020 avec une nouvelle «conception graphique», a encore déclaré le responsable du Cnal qui sera doté prochainement d'un site Internet.

Une convention-cadre qui prévoit des réductions et avantages au profit des artistes et travailleurs du secteur de la culture sera signée «prochainement» entre le ministère de la Culture et trois compagnies d'assurance, a annoncé la ministre de la Culture, Meriem Merdaci.

S'exprimant en marge de la rencontre-bilan du Cnal, la

ministre a indiqué que cette convention permettra aux artistes et travailleurs du secteur de bénéficier de réductions et avantages en matière d'assurance de la part de la Compagnie algérienne des assurances (Caat), la Société algérienne des assurances (SAA) et la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (Caar). Par ailleurs, la ministre a fait savoir que le Cnal, jusque-là abrité dans les locaux de la Bibliothèque nationale du Hamma, sera doté d'un nouvel espace plus «adéquat» pour accueillir des artistes.

Créé en 2011 par décret exécutif, le Cnal est placé sous tutelle du ministère de la Culture. Il est composé de treize membres, dont des personnalités du monde des arts et des lettres.

F. H.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 juillet :

Exposition de peinture

«Réminiscences» de l'artiste

Fadila Lebjaoui.

Palais des Raïs (Bastion 23)

Jusqu'au 20 juillet :

Exposition autour du patrimoine

de la ville de Tlemcen

Galerie d'art Ifru Design (139,

Bd Krim-Belkacem, Témely)

Jusqu'au 12 juillet :

Exposition de peinture

«AéroBleu» de Smaïl Ouchen.

Musée public national d'art

moderne et contemporain

d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le MaMa, le Goethe Institut

d'Alger et Habibi Funk présent-

ent l'expo «Planète Malek. Une

rétrospective», en hommage au

compositeur Ahmed Malek.

Institut du Monde Arabe

(IMA) (France)

6 juillet :

Le film-documentaire «Looking

for Alger» de Théo Schuster et

Eric Cantona sera projeté à

Paris le 6 juillet prochain. Le

récit revient sur le derby légendaire

entre le MCA et l'USMA.

«Looking for Alger» appartient

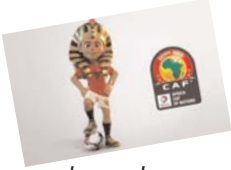
à la série des «Looking for» où

Eric Cantona, filmé par Théo

Schuster, voyage vers les der-

bys les plus légendaires du

monde.



Groupe C/ Algérie-Tanzanie

Les Verts pour confirmer

■ L'équipe nationale affronte ce soir la Tanzanie pour le compte de la troisième journée de la phase des groupes qui sera pratiquement sans enjeu. En effet, la Tanzanie qui a perdu ses deux premiers matchs n'a plus rien à espérer et jouera surtout pour l'honneur.

Par Mahfoud M.

Par contre l'Algérie, elle, tentera de l'emporter pour terminer à la première place de ce groupe C et donc pouvoir jouer le troisième de la poule B et éviter de tomber sur un gros morceau. Terminer à la première place permettra aussi à la sélection nationale de rester dans l'hôtel où elle est hébergée pour le moment et garder ses repères, ce qui arrangerait ses affaires. Le coach national, Djamel Belmadi, a sa petite idée sur l'adversaire, et ne devrait pas trouver beaucoup de peine à le contrer, sachant que l'équipe est prête à relever le défi lors de cette troisième et dernière empoignée. Belmadi devrait également ménager certains éléments et les reposer, et donner la chance à certains éléments qui étaient sur le banc des remplaçants lors des deux premiers matchs. Des joueurs comme Boudaoui, Slimani, Tahart, Brahimi, pourraient faire leur entrée pour rem-

placer les éléments qui ressentent une certaine fatigue. Toutefois, cela n'empêche pas que les joueurs auront la même détermination et se donneront à fond pour tenter de prendre les trois points qui leur permettront de terminer donc à la première place de cette phase des groupes pour aborder le deuxième tour qui aura lieu après six jours sous de meilleurs auspices. Belmadi reste en tout cas optimiste et pense que son groupe fera du mieux qu'il peut pour l'emporter. «*Nous allons aborder ce match avec beaucoup de sérieux. Certes, nous sommes déjà qualifiés, mais il faut éviter de verser dans l'euphorie*», dira le premier responsable des Verts lors de la conférence de presse tenue avant-hier soir. Pour ce qui est des changements qu'il devrait apporter, Belmadi refuse de dévoiler quoi que ce soit. «*Je n'ai pas trop l'habitude de dévoiler mes cartes. Depuis le début, nous avons eu un discours avec les joueurs, tout le monde est concerné : remplaçants ou titu-*

lares. Chacun doit être prêt à jouer. Tout le monde a son importance, son mot à dire. Tous les joueurs doivent être à 100%», dit-il. Dix mois après son arrivée à la tête du staff technique national, en remplacement de Rabah Madjer, Belmadi s'est réjoui de la progression des Verts, tout en refusant, encore une fois, d'endosser le costume d'un des favoris de cette 32^e édition de CAN. «*Les choses se font pas étape, les digérer avec un minimum de temps. Les choses ont évolué d'une manière graduelle depuis 10 mois. Nous nous sommes qualifiés confortablement, avec notamment une belle victoire en déplacement face au Togo (4-1) et contre la Tunisie en amical à Blida (1-0). En football, on n'a pas beaucoup de temps. Dieu merci, les choses avancent sûrement mais doucement. Nous avons envie de continuer à progresser, nous avons certes battu le Sénégal, mais d'autres choses nous manquent pour être mieux*». Avant d'enchaîner : «*Je ne m'en suis jamais caché. Dès mon arri-*



Les Verts veulent terminer les poules en force

vée au poste de sélectionneur (août 2018, ndlr) j'ai dit qu'il fallait d'abord se qualifier pour la phase finale, ce qui n'était pas évident. Nous sommes venus avec l'ambition de gagner. Des fois mes propos ont été mal interprétés. Nous

sommes des compétiteurs, c'est valable pour tout le monde. C'est avec les matchs qu'on pourra nous situer et dire si on est favoris ou no».

M. M.

Riad Mahrez «On va franchir un autre cap»



L'Algérie espère rééditer l'exploit réalisé lors de l'édition 1990 disputée à domicile avec trois succès de suite au premier tour. «*On jouait tous de notre côté. Je fais partie d'un collectif. On l'a vu face au Sénégal, tout le monde se bat pour tout le monde, personne ne triche. Automatiquement, les qualités individuelles ressortent quand on a un bon collectif*», a-t-il ajouté. Mahrez n'a pas tari d'éloges sur son entraîneur Djamel Belmadi, assis à côté de lui, le qualifiant de «*bon technicien*». «*Je n'aime*

pas trop parler du coach surtout qu'il est là (rires, ndlr). C'est un bon technicien. On travaille beaucoup plus sur le plan tactique avec lui, contrairement aux précédents sélectionneurs. Il insiste sur beaucoup de choses. Sur le terrain, il a les mots pour nous motiver. On a des joueurs qui arrivent à maturité : moi-même, Feghouli, Mandi, ou encore Bounedjah, c'est un bon mix. On essaye de transmettre nos expériences des précédentes CAN. Le coach a travaillé sur la motivation. Nous ne sommes pas le Brésil. C'est bien de rendre fier notre peuple. On va continuer à nous donner à fond», a-t-il conclu.

Groupe E La Mauritanie et l'Angola font match nul

Il n'y a pas eu de vainqueur dans le match du groupe E de cette Coupe d'Afrique des Nations entre la Mauritanie et l'Angola, ce samedi, en début de soirée. Cette affiche entre les deux petits poucets de la poule – deux équipes placées derrière le Mali et la Tunisie au classement – a engendré un rapport de force très fermé. En effet, la Mauritanie n'a pas cadré une seule de ses rares tentatives dans cette rencontre, tandis que l'Angola, qui a tenu le ballon et cherché à avoir le contrôle du jeu, n'a totalisé au final qu'un seul petit tir cadré. Autant dire que les spectateurs présents ont dû chasser

le monde se bat pour tout le monde, personne ne triche. Automatiquement, les qualités individuelles ressortent quand on a un bon collectif», a-t-il ajouté. Mahrez n'a pas tari d'éloges sur son entraîneur Djamel Belmadi, assis à côté de lui, le qualifiant de «*bon technicien*». «*Je n'aime*

lennui. Pour autant, les deux nations ne sont pas éliminées de cette CAN.

L'Angola, qui totalise deux points, compte le même nombre d'unités que la Tunisie, deuxième du groupe. La Mauritanie ferme la marche après son revers initial contre le Mali. Tout se décidera dans la troisième et dernière journée de cette phase de poules.

lennui. Pour autant, les deux nations ne sont pas éliminées de cette CAN.



lennui. Pour autant, les deux nations ne sont pas éliminées de cette CAN.

L'Angola, qui totalise deux points, compte le même nombre d'unités que la Tunisie, deuxième du groupe. La Mauritanie ferme la marche après son revers initial contre le Mali. Tout se décidera dans la troisième et dernière journée de cette phase de poules.

Tanzanie Amunike : «On se donnera à fond»

Le sélectionneur nigérian de la Tanzanie, Emmanuel Amunike, a affirmé samedi que son équipe n'avait «rien à perdre» mais qu'elle visait la victoire face à l'Algérie, lundi au stade Al-Salam du Caire (20h00 algériennes), dans le cadre de la 3^e et dernière journée (Gr. C) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019. «*Après les deux défaites concédées, nous sommes dans l'obligation de réagir face à l'Algérie. Nous n'avons rien à perdre. Je dois remobiliser les troupes pour se donner à fond lors de ce dernier match du premier tour. Nous visons la victoire pour entretenir l'espoir*», a affirmé Amunike en conférence de presse tenue au stade Al-Salam. La Tanzanie, qui signe son retour sur la scène continentale après 39 ans d'absence, a complètement raté ses débuts en concédant deux défaites de suite : face au Sénégal (2-0) et au Kenya (3-2). Elle est donc virtuellement éliminée. «*Je suis quelqu'un qui s'est donné toujours à fond pour atteindre ses buts, je veux gagner ce match, même si la mission sera compliquée. Les joueurs sont abattus après les deux défaites, j'espère que d'ici à lundi on sera prêts pour cette rencontre*», a-t-il ajouté. L'ancien joueur du Zamalek et du FC

Barcelona a reconnu la supériorité de l'Algérie qui, selon ses propos, «*a confirmé ses ambitions dans cette CAN*». «*Les deux sélections se connaissent parfaitement pour avoir déjà joué l'une contre l'autre auparavant. L'Algérie est une grosse équipe, elle a confirmé ses ambitions lors des deux premiers matchs. Nous avons une jeune équipe qui manque d'expérience, ce qui nous a empêchés de concurrencer nos adversaires*». Amunike a salué le travail qu'effectue le coach national Djamel Belmadi avec les «*Verts*», mettant en exergue la progression de l'Algérie sur le plan du jeu. «*Belmadi est en train d'effectuer un excellent travail, c'est un excellent entraîneur. Les Algériens jouent bien actuellement, ils contrôlent le match à leur avantage. Mais le parcours est encore long pour pouvoir atteindre leur objectif*». Présent également dans cette conférence de presse, l'attaquant tanzanien Simon Msuva (Difaâ El-Jadidi/Maroc) a relevé l'importance d'avoir un sursaut d'orgueil : «*Nous allons affronter une bonne équipe d'Algérie. Nous avons besoin de gagner pour entretenir l'espoir. Nous sommes en train de nous concentrer sur le match face à l'Algérie*».

Groupe F Le Cameroun et le Ghana ne se départagent pas

Le Cameroun, champion en titre, et le Ghana ont fait match nul (0-0), samedi au stade d'Ismaïlia (Egypte), pour le compte de la 2^e journée du groupe F de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2019). A l'issue de ce match nul, le

Cameroun conserve la tête du groupe F avec 4 points, alors que la Ghana occupe la 2^e place avec 2 points. Le deuxième match du groupe F oppose à partir de 21h00 (heure algérienne) le Bénin (1 pt) à la Guinée Bissau (0 pt).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la circulation

3 morts et 13 blessés en 24 heures

TROIS personnes ont perdu la vie et 13 autres ont été blessées, au cours des dernières 24 heures, dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi dimanche par les services de la Protection civile. Au cours de la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour repêcher les corps sans vie de 3 personnes (un enfant et

deux adolescents), décédées par noyade, en mer et dans des retenues collinaires, dans les wilayas de Boumerdès, Skikda et Mila. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 10 incendies urbains, industriels et divers, dans plusieurs wilayas du pays.

May T.

La fièvre de la CAN s'empare de la ville

De nouveaux écrans géants installés à Oran

DEUX NOUVEAUX écrans géants viennent d'être installés par les services de l'APC d'Oran pour permettre aux citoyens de suivre les rencontres de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui se poursuit actuellement en Egypte, notamment celles de la sélection algérienne.

Le théâtre de verdure «Hasni Chakroun» et le jardin méditerranéen ont été choisis pour abriter les deux écrans géants qui viennent de s'ajouter à celui installé dès le début de la CAN, le 21 juin en cours.

La précédente sortie des Verts, la deuxième dans la compétition, jeudi dernier, contre le Sénégal (1-0), avait attiré une grande foule au niveau de l'esplanade du jardin «Sidi-Mhamed» où a été posé le premier écran géant.

Une ambiance des grands jours avait marqué les lieux pour l'occasion, et la fête fut totale notamment après le précieux succès de l'équipe nationale qui lui a permis de valider prématurément son billet pour les huitièmes de finale de l'épreuve, tout en s'assurant de terminer la phase de poules à la première place de son groupe C.

L'engouement suscité par l'actuelle participation de la sélection algérienne au rendez-vous continental au sein de la population oranaise rappelle, on ne peut mieux, les épopées des éliminatoires et des phases finales des Coupes du monde de 2010 et 2014 en particulier, témoignent plusieurs citoyens.

Depuis le Mondial brésilien (2014) d'ailleurs, l'équipe nationale a cessé de procurer de la joie à son public. Il a suffi qu'elle s'illustre au cours de ses deux premières sorties africaines dans le pays des «Pharaons» pour que la fièvre de la CAN s'empare désormais des habitants d'El-Bahia, tous mobilisés derrière la bande de l'entraîneur Djamel Belmadi.

Bounedjah et Belaïli, la

fierté des Oranais

Les Oranais se remettent même à rêver d'un deuxième trophée africain pour l'Algérie qui reste sur un seul et unique succès dans cette compétition, soit celui décroché en 1990 lors de la seule fois où le pays avait abrité la CAN à Alger et Annaba.

Soifs de consécration, nombreux étaient les citoyens oranais à sortir dans la rue pour fêter le succès contre le Sénégal, l'un des favoris en puissance pour monter sur la plus haute marche du podium. Une attitude traduisant une certaine confiance retrouvée chez les fans des Verts qui croient plus que jamais à une résurrection des leurs à partir des terres égyptiennes.

A Oran, l'on a aussi d'yeux que pour les deux enfants de la ville, à savoir Baghdad Bounedjah et Youcef Belaïli, devenus la fierté des Oranais après s'être illustrés de fort belle manière depuis le début de la compétition continentale.

Bounedjah et Belaïli, qui comptent chacun un but depuis le début de la CAN, se retrouvent dans l'équipe-type de la sélection algérienne après avoir fait ensemble leurs premiers pas dans le monde du football sous les couleurs de la petite équipe du RCG Oran. Plusieurs années après, ils portent le flambeau du football oranais qui a souvent alimenté la sélection algérienne par des joueurs de talent.

Les sites abritant les trois écrans géants s'apprentent dès lundi à vibrer à nouveau au rythme de la CAN et de l'équipe nationale qui affrontera la Tanzanie (20h00) pour sa dernière sortie dans la phase de poules, une phase qu'elle tient à terminer avec une mention spéciale en s'adjudgeant trois succès de rang. Dans la capitale de l'ouest du pays, on se prépare d'ailleurs déjà à la fête.

Racim S.

Interdiction de port de Short



Loumis

Djalou@hotmail.com

Fin de la prolongation du délai de livraison

Le chantier du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou à l'arrêt total

■ Le chantier du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou est à l'arrêt depuis hier suite à l'expiration de la récente autorisation de prolongation du délai de réalisation, avons-nous appris de sources concordantes.

Par Hamid M.

Aucune activité n'a eu lieu hier sur ce chantier implanté à Boukhalifa (sortie ouest de Tizi Ouzou) et les entreprises en charge du projet devraient remercier leurs employés quitte à les mettre en chômage technique en attendant une éventuelle reprise des travaux. Laquelle reprise est soumise à une nouvelle autorisation de prolongation des délais de livraison relevant de la compétence du ministère de la Jeunesse et des Sports qui permettra de débloquer les crédits de paiement. Selon nos sources, même le groupement réalisateur de ce projet constitué par ETRHB Haddad et l'entreprise turque Mapa devraient réduire leurs effectifs au minimum. A noter que le taux d'avancement des travaux au niveau de ce chantier est au stade de la pose de la pelouse hybride et a atteint



près de 80%, selon les chiffres présentés par l'administration et sa livraison était annoncée pour ce mois de juillet. Alors que nos sources affirment que le taux reste imprécis d'autant plus que d'autres structures annexes du stade accusent également du retard. Pour rappel, le projet confié initialement au groupement algéro-espagnol ETRHB Haddad et FC Construction en

question a démarré en mai 2010. Le chantier cumulait des retards pour diverses raisons dont la mésentente entre les deux entreprises jusqu'au remplacement des Espagnols par les Turcs de Mapa en octobre 2014. L'indisponibilité des crédits de paiement durant une longue période a encore retardé le chantier.

H. M.

Extrême sud du pays Vingt-trois orpailleurs interceptés

VINGT-TROIS orpailleurs ont été interceptés par des détachements de l'Armée nationale populaire samedi lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont intercepté, le 29 juin 2019, suite à des opérations distinctes menées à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, 23



orpailleurs et saisi 17 groupes électrogènes, 9 marteaux piqueurs, ainsi que deux camions et deux véhicules tout-terrain», précise la même sour-

ce. Par ailleurs, un détachement de l'ANP a appréhendé, à Béchar/3^e RM, un narcotrafiquant en possession de 5,9 kilogrammes de kif traité.

M. L.